

L'Adresse—M. Stanfield

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, on peut plaisanter un peu sur ces questions, mais elles sont très sérieuses. On nous a servi une exhibition ridicule. L'heure est grave lorsque le gouvernement laisse sur son passage tant d'incertitude et d'amertume à la suite de la tournée présentée ces derniers mois.

Nous n'avons fait aucun progrès depuis deux mois sur les questions primordiales de la politique du pétrole, y compris la manière dont le gouvernement conçoit une société nationale des pétroles. Par ce mystère, on veut peut-être donner l'illusion que la société nationale des pétroles sera en quelque sorte une baguette magique, ce qu'elle n'est sûrement pas. Elle ne résout ni nos besoins à court terme ni nos besoins à long terme et elle ne saurait remplacer des accords convenables avec les provinces productrices ni les politiques qui s'imposent pour augmenter la participation canadienne dans le secteur privé de l'industrie du pétrole. Comprenons bien ceci: toute mesure prise par le gouvernement relativement à la politique du pétrole et de l'énergie n'influe pas uniquement sur notre approvisionnement futur en pétrole, loin de là. Les mesures, les attitudes et le comportement du gouvernement auront des répercussions profondes sur l'avenir même de notre pays.

Pour terminer, je reprendrai mes observations du début sur l'inflation. Le gouvernement du Canada dit qu'il est impuissant à agir, sauf, bien sûr, à long terme; qu'il est incapable de protéger tant le Canadien ordinaire que l'intérêt national. Je ne veux pas être injuste. Certains applaudissent à la position prise par le premier ministre en louant sa sincérité. A mon avis, ce n'est pas de sincérité qu'il s'agit de la part du gouvernement, mais d'insensibilité. Jamais notre pays n'a été aux prises avec une question aussi critique qu'au défi lancé à l'heure actuelle à notre système économique. Je vous déclare, monsieur l'Orateur, que je suis las d'entendre dire que le Canada ne peut rien faire parce que, dit-on, la Grande-Bretagne ne peut rien faire, ni le président Nixon. Si les politiques de revenu sont si vides, si elles se sont révélées si peu appropriées, pourquoi le parti libéral en Grande-Bretagne, qui semble avoir un regain de vigueur, les appuie-t-il? Je suis las d'entendre dire que nous ne pouvons rien faire dans notre pays parce que le président Nixon a échoué ou que quelqu'un d'autre a échoué.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Incidemment, la tendance des prix aux États-Unis au cours des deux dernières années, a été de loin plus favorable que celle que nous avons connue ici. Il ne fait aucun doute qu'une inflation de 10 p. 100 ou plus par année met en danger la sécurité et le bien-être de millions de Canadiens. Et personne n'est vraiment suffisamment à l'aise et à l'abri du besoin pour échapper pendant longtemps aux conséquences d'une monnaie avilie, d'épargnes personnelles diminuées et d'une confiance publique défaillante dans le système d'entreprise même.

Pourquoi les gens, à l'exception des rares privilégiés, continueraient-ils à appuyer un système économique où le coût du logement dépasse leurs moyens, où le prix des denrées essentielles et des vêtements absorbent toujours plus du revenu personnel et où la valeur de leurs économies, leur investissement dans les pensions de retraite diminuent constamment, accaparés par le reste de la collectivité, somme toute? Or, il y a beaucoup de gens mêlés à la politique aujourd'hui qui ne croient pas dans l'économie

[M. Stanfield.]

de l'entreprise; je ne doute pas un instant de leur sincérité, mais je mets en doute leur sagesse. Il y en a d'autres qui soutiennent du bout des lèvres le système d'entreprise, mais qui considèrent l'inflation excessive et les taux de chômage élevés comme des phénomènes internationaux ou des cas de force majeure.

Je dis qu'aucun gouvernement digne de ce nom ne doit renoncer à faire tout son possible pour remédier aux difficultés que connaissent tellement de gens qui, sans lui, ne peuvent rien faire. Aucun gouvernement digne de ce nom ne doit se décharger de sa responsabilité de faire participer toute la population à un programme national de restrictions, de discipline et de collaboration pour relever le défi et le surmonter. Le gouvernement fédéral est certainement le premier qui doit s'imposer des restrictions et faire preuve de discipline. Il doit savoir donner l'exemple. Au cours de cette nouvelle session du Parlement nous devons exiger que les nouveaux programmes du gouvernement soient soumis à un test d'inflation. Le programme suggéré va-t-il contribuer à l'inflation dans la forme sous laquelle il est proposé? On nous a présenté aujourd'hui des prévisions budgétaires qui, selon le président du Conseil du Trésor, (M. Drury) excèdent d'environ 2 milliards de dollars celles de l'année dernière. Ce qu'il faut c'est comparer les prévisions présentées aujourd'hui avec celles qui nous ont été présentées il y a un an.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: On constate alors que la différence n'est pas de quelque 2 milliards de dollars—même si pour la plupart d'entre nous au moins il ne s'agit pas d'un chiffre sans importance—mais d'environ 3 milliards 629 millions de dollars.

Des voix: C'est une honte!

M. Stanfield: J'aimerais examiner ces chiffres en détail avant de poursuivre les commentaires à ce sujet, mais je tenais à souligner que les propos du ministre étaient des plus trompeurs. Toutefois, je le connais assez pour savoir qu'il n'a pas voulu nous induire en erreur.

Des voix: Oh, oh!

M. Stanfield: En fait, les prévisions présentées aujourd'hui sont non pas de 10 p. 100 plus élevées que celles de l'année dernière, mais d'environ 20 p. 100, c'est à dire un cinquième, plus élevées. Nous allons encore une fois presser le gouvernement de réexaminer sa façon de penser au sujet des impôts, lesquels sur le plan psychologique comme sur le plan financier, ont des effets néfastes à une époque d'inflation toujours croissante. Le premier ministre peut toujours, d'un haussement d'épaule, d'un mouvement de tête ou d'un geste de la main s'accommoder d'une nouvelle hausse de 10 p. 100 du coût de la vie, ou de 15 p. 100, si c'est cela qu'il faut. Quant à ceux qui sont portés à l'appuyer—et il y en a qui sont disposés à le faire, quoi qu'il dise...

Des voix: Oh, oh!

M. Stanfield:... ils doivent savoir qu'une telle attitude prive un grand nombre de Canadiens de choses essentielles à la vie et les empêche inévitablement de compter comme ils le devraient sur les fruits de leur travail. Une telle attitude concourt à la psychose inflationniste en donnant plus de poids aux prévisions en matière d'inflation.